

gouvernement « intègre » susceptible de mener à bien un « programme anti-impérialiste » est un gouvernement qui s'appuie sur la classe ouvrière et la paysannerie armées dans une perspective socialiste. Toute autre voie, l'histoire bolivienne le montre à satiété, est vouée à la capitulation.

Mais il est vrai que les staliniens boliviens ont capitulé depuis bien longtemps : avant la révolution cubaine, ils expliquaient qu'en Amérique latine, chasse gardée de l'impérialisme, la révolution n'était pas possible. Cela s'appelait le « fatalisme géographique ».

Depuis la révolution cubaine, ils expliquent que Cuba a pu résister certes, mais parce que « sa position insulaire lui a permis de briser le blocus » (16) (à 130 kms des USA, ce qui est quand même un léger inconvénient, mais aussi sans frontière commune — à la différence du Vietnam — avec d'autres pays). C'était précisément ces arguments qui avaient, à l'époque, permis aux staliniens cubains de repousser la révolution aux calendes grecques.

L'Union soviétique elle, a pu tirer « avantage de son immensité pour résister aux armées blanches », « mais comment la Bolivie assurera-t-elle son indépendance sans accès à la mer, sans débouché sur un cours d'eau important » ? (17). En somme 50 ans après il est plus difficile — malgré l'existence du « camp socialiste » — pour une révolution de triompher, que ce ne le fut pour la première révolution socialiste, dévastée par la guerre, encerclée par les gouvernements bourgeois coalisés.

Pourquoi alors tromper les masses en invoquant la possibilité d'un gouvernement anti-impérialiste si ce dernier n'a aucune chance de survie ?

Mais il y a un autre argument : « A-t-on mesuré toutes les conséquences de la rapide intervention militaire nord-américaine en Bolivie quand on envisage gaiement son accroissement »...« l'analyse comparative des méthodes agressives de l'impérialisme yankee au Vietnam et à St-Domingue devrait donner à réfléchir à ceux qui voient déjà, satisfaits, la Bolivie transformée en brasier à l'image du Vietnam ». (Est-ce à dire que les Vietnamiens ont tort ? ) (18).

Ce raisonnement, propre aux hésitants et aux conciliateurs n'est pas nouveau : déjà avant octobre 17, la droite du parti bolchévique expliquait : « Toux ceux qui ne veulent pas simplement discuter sur l'insurrection doivent en peser froidement les chances. Et nous devons considérer comme un devoir de dire qu'au moment présent surtout, il serait des plus nuisibles de sous-estimer les forces de l'adversaire et de surestimer ses propres forces. Les forces de l'ennemi sont plus grandes qu'il ne le semble ». (Sur le moment présent — lettre de Kamenev et Zinoviev).

Cette question est évidemment de la plus haute importance : un parti révolutionnaire qui se trompe sur la puissance de l'ennemi risque de le payer cher. « Mais il vient un moment où cette habitude de considérer l'adversaire comme le plus puissant devient le principal obstacle à la victoire... Vous sous-estimez les forces de l'ennemi ! C'est là le point de ralliement de tous les éléments hostiles à l'insurrection armée » (19)

Or les rapports de force ne se mesurent pas en termes simplement militaires : ce qu'il s'agit d'évaluer c'est aussi le degré de conscience des masses prolétariennes, leur détermination et leur combativité, leur lucidité, le degré de désintégration de l'appareil d'Etat bourgeois et de l'armée...

---

(16) Nouvelle critique. Id. (17) Ibid, p 56. (18) Ibid.

(19) Trotsky — Les leçons d'octobre — P 28 — cahier rouge.